

De la bulle financière à la bulle de l'innovation

Article publié le 02 Décembre 2008

Par PIERRE-YVES GOMEZ

Source : LE MONDE ECONOMIE

Il est désormais établi que la crise financière a eu pour déclencheur une spéculation sur les crédits immobiliers misant sur une croissance ininterrompue du prix des maisons aux Etats-Unis. Les mauvaises créances en cascade ont emporté le système bancaire mondial et ont, finalement, causé une récession générale. Selon cette hypothèse, la faillite financière a contaminé l'économie « réelle », qui, bien que vertueuse, subira une dégradation dont elle n'est pas responsable.

La thèse du découplage entre l'économie financière et l'économie réelle se heurte pourtant à la réalité vécue par les entreprises. La théorie libérale de la gouvernance a martelé, dès les années 1980, que les marchés financiers internationaux, en allouant les ressources aux entreprises qui assurent les meilleurs rendements, favorisent l'innovation et la performance. En conséquence, la bonne gouvernance doit aligner les intérêts des entreprises sur ceux de la finance. La création de valeur pour l'actionnaire est son dogme et, pour le servir, les entreprises ont mis en œuvre des techniques de gestion permettant d'évaluer le retour sur capital investi à toutes les étapes du processus de production. En conséquence, comme le capitalisme a créé un lien solide entre finance de marché et économie réelle, on ne peut pas s'étonner aujourd'hui que la crise soit à la fois financière et économique.

On peut néanmoins argumenter que ce sont les excès spéculatifs des financiers qui l'ont engendrée. Cela suppose que l'économie réelle, loin d'être responsable de la spéculation, n'a fait que la subir. Or, là encore, les faits ne concordent pas. Depuis vingt ans, les entreprises se sont transformées pour capter le maximum de moyens financiers disponibles sur les marchés de capitaux. Elles ont pratiqué une stratégie d'innovation systématique que Richard D'Aveni a appelé l'hypercompétition (D'Aveni, *Hypercompetition*, Free Press, 1993, traduction française Vuibert 1994). L'hypercompétition permet de gagner la bataille économique en changeant très rapidement et très souvent les règles du jeu d'une industrie de manière à exclure les concurrents qui n'arrivent pas à s'adapter assez vite. Pour cela, les entreprises doivent inventer régulièrement de « nouvelles générations » de produits pour casser les marchés et stimuler indéfiniment la consommation finale. L'innovation répétée raccourcit le cycle de vie des produits en misant sur une demande ininterrompue de nouveautés de la part des clients. L'hypercompétition a été considérée, à partir des années 1990, comme la démarche stratégique gagnante pour les entreprises qui voulaient rester dans la compétition mondiale, et elle s'est imposée à la finance. Le renouvellement constant des marchés et des technologies permettait de capter des financements considérables en promettant des rendements d'autant plus élevés que, du fait de leur nouveauté, il n'était pas toujours facile d'en apprécier le réalisme. L'innovation pour l'innovation a donc créé régulièrement des bulles technologiques, comme celle de l'Internet dans les années 2000. Les financiers en ont été des victimes d'autant plus consentantes que l'épargne qu'ils prêtaient n'était pas la leur et qu'elle était surabondante.

Les stratégies des entreprises ont donc encouragé la spéculation financière en spéculant elles-mêmes sur une consommation... qu'elles créaient. La pensée dominante en économie considérait que la relation entre l'hypercompétition et la spéculation financière était vertueuse parce qu'elle multipliait les innovations et donc accroissait globalement la prospérité. D'autres soulignaient que ce modèle économique n'était pas durable car le renouvellement incessant des gammes et des produits détruit, finalement, plus de valeur économique qu'il n'en crée (voir Jacques Prades, 1995, « La création-destructrice : l'économique, la technique et le social » L'Harmattan)

La crise pourrait révéler que ces derniers avaient raison. Dans ce cas, il est illusoire de croire que pour en sortir, il sera suffisant d'édicter des règles strictes pour une meilleure gouvernance des organisations bancaires et financières. Elles ne changeraient rien de fondamental au système d'anticipations spéculatives dont les entreprises ont aussi été responsables. Au contraire, elles

risqueraient, selon le mot du psychologue Paul Watzlawick, de « faire plus de la même chose ». Nous repartirions, faussement rassurés, pour la course épuisante aux « nouveaux marchés » et à leurs rendements fabuleux.